Nos maisons américaines

Par JFB le lun 06/09/2010 - 11:35

Échos de la francophonie

La chronique de Dénes Baracs

Nous voilà de nouveau en pleine saison de la rentrée, avec ses déboires habituels, avec le prix (en augmentation) des livres scolaires, les réformes de l'enseignement (contestées), les agitations sociales (aiguës), etc. Tout a un air de déjà vu, même cette petite angoisse qui me saisit à la lecture de cette dépêche sur mon écran d'ordinateur: la nouvelle selon laquelle l'immobilier américain fait chuter la Bourse de Paris.

Les Américains achètent moins de maisons anciennes que dans le passé et, en ce qui concerne les maisons neuves, les chiffres sont franchement alarmants: les plus bas depuis 1963. Un mauvais indice pour l'économie américaine, donc pour Wall Street, donc pour les investisseurs français et les autres, comme ces acheteurs hongrois d'appartements, mes concitoyens azant accumulé des dettes énormes en francs suisses dont le cours s'est envolé par ces temps incertains, comme toujours quand le monde cherche un refuge sûr.

Durant ces deux-trois dernières années nous sommes tous devenus les élèves d'un cour d'économie accéléré, sophistiqué et très couteux parce que nous apprenons à nos propres frais. Il y a trois ans, les premières informations sur une certaine crise des "subprime" en Amérique lointaine me laissaient encore de marbre. J'avais tort. L'expression très technique ne servait qu'à cacher une vérité simple à comprendre: aux États Unis on a vendu des maisons aux acheteurs démunis qui ont cru financer leurs achats en s'endettant sur la valeur de l'immeuble ainsi acquis. Puis les banques ont déguisé, par leurs formules magiques, ces dettes en titres, et les acheteurs de ces "produits financiers empoisonnés" ont financé leurs achats par ces dettes antérieures. Incroyable mais vrai – comme aimait dire une grande personnalité de la télévision française. Cette formule marchait très bien tant que la valeur des maisons montait. Mais dès que la tendance s'est inversée et que leur valeur a commencé de chuter, l'énorme château de cartes s'écroula, entraînant

avec lui tout l’édifice de l’économie globale et une grande partie de l’épargne mondiale – notre propre argent.

Depuis lors, je sais que les subprimes américains ne sont pas si loin et que le sort des banques américaines nous touche également directement. Dans ma jeunesse, les dirigeants du camp socialiste triomphant nous ont mille fois assuré que les troubles de l’économie capitaliste pourrie s’arrêteront à nos frontières. Nous connaissons le résultat: c’est plutôt le système socialiste qui a disparu et les quelques pays où, en théorie, il subsiste encore, appliquent les recettes capitalistes ou alors gèrent la pénurie.

Mais il est tout aussi vrai que, désormais, nous vivons tous dans un monde globalisé, inter-connecté, dans lequel ni les distances, ni les frontières ne nous séparent et ne nous protègent complètement. Il y a trois ans, on pouvait encore penser que la bulle immobilière américaine ne nous concernait pas – mais finalement la vieille Europe devait être touchée elle aussi. Après que le gouvernement américain a sauvé les banques (avec l’argent public et donc celui des contribuables), la même procédure devait être appliquée avec plus ou moins grand succès partout.

Rayon d’espoir: au printemps et au début de l’été, il nous sembla que l’énorme injection monétaire salvatrice du gouvernement de Washington et des autres pays concernés ne resterait pas sans résultat. L’économie américaine se ressaisissait, et le monde la suivait. Meilleur indice: en Amérique, les ventes de maisons avaient pris un tel élan en juin que – renforcées par d’autres indices favorables – elles avaient entraîné avec lui Wall Street, la Bourse de Paris, de Budapest, etc. Était-ce enfin la fin de la crise, de la récession, avait-on évité pour de bon une dépression planétaire?

Hélas, pour le moment (à l'heure où j’écris ces lignes) il semble que c’était une euphorie éphémère, de courte durée. Les dernières nouvelles nous ont arrachées de ces chimères: en juillet, les Américains, saisis de doutes, boudaient de nouveau les agences immobilières et voilà que nos titres craquent, nos exportations reculent, nos incertitudes se renforcent, la morosité générale nous gagne de nouveau. Tout le monde a peur de tout, on a vu que même la déclaration d’un maire d’une ville hongroise, inconnu jusqu’alors hors de nos frontières, avait réussi à ébranler Wall Street. Ils ont peur de nos maires, et nous, nous avons peur des hésitations de leurs familles à propos de leurs achats de maison.

Les meilleurs économistes du monde sont partagés: pour certains, nous sommes définitivement sur le chemin de la croissance renouvelée, pour les autres, au

contraire, une rechute est inévitable. Je lis donc avec une attention redoublée les informations d’outre Atlantique. Achètent-ils ou pas de nouvelles maisons? Et si oui, avec quel financement? Nous sommes directement concernés, à Paris et à Budapest aussi. De leurs maisons dépendent les nôtres. Nous habitons tous la même maison.

•

Catégorie
Agenda Culturel